



MÉMOIRE

PRÉSENTÉ À LA COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Relativement à l'Avis du Conseil du statut de la femme
***VERS UN NOUVEAU CONTRAT SOCIAL
POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES***

17 décembre 2004



VERS UN NOUVEAU CONTRAT SOCIAL POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Résumé

du mémoire présenté le 17 décembre 2004
à la Commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale du Québec

Le Groupe Femmes, Politique et Démocratie, récipiendaire du Prix Claire-Bonenfant pour les valeurs démocratique (Prix québécois de la citoyenneté 2002), est un organisme citoyen né en 1999 de l'initiative de cinq femmes et un homme. Dans son mémoire, et conformément à sa mission de promouvoir, par la formation et l'information citoyenne, une plus grande participation des femmes à la vie politique et de soutenir, auprès de tous, l'exercice plein et entier de la citoyenneté, le Groupe Femmes, Politique et Démocratie s'attache plus particulièrement à la question *Femmes et pouvoir*.

En amont de quelques recommandations spécifiques au thème de l'exercice du pouvoir et de la participation démocratique des femmes en toute égalité, sur les plans national, régional et local, le Groupe Femmes, Politique et Démocratie tient toutefois à affirmer, dans le cadre de recommandations plus générales, son souhait pour différentes décisions.

Recommandations générales faites au gouvernement du Québec

- Nommer une ministre en titre au chapitre de la Condition féminine.
- Confirmer l'existence et la mission des deux outils de promotion de l'égalité que sont le Conseil du statut de la femme et le Secrétariat à la condition féminine.
- Assurer la présence de répondantes à l'égalité dans tous ses ministères.

En ce sens, il devrait :

- Consolider et renforcer, plutôt que de remplacer, les instruments qu'il s'est donnés depuis trente ans pour promouvoir l'égalité des hommes et des femmes.
- Intégrer à un plan d'action, misant sur l'ancrage et la consolidation, différentes propositions contenues dans l'avis *Vers un nouveau contrat social pour l'égalité entre les femmes et les hommes*.

Recommandations spécifiques à la 6e orientation de l'Avis faites au gouvernement du Québec

- Reconnaître et affirmer l'urgence que les femmes soient parties prenantes de la démocratie municipale et du développement local et régional par le biais d'une politique régionale d'égalité et de parité pour les femmes.
- Établir des mesures à l'intention des partis pour soutenir l'élection de femmes à l'Assemblée nationale.
- Maintenir et assurer la continuité du programme *À égalité pour décider*.
- Redonner accès au *Programme de soutien à la participation civique* (PSPC) du Ministère des relations avec les citoyens et de l'immigration (MRCI) aux initiatives de d'information et de formation citoyenne proposées aux jeunes de différents milieux.

groupe FEMMES.
POLITIQUE ET DÉMOCRATIE



VERS UN NOUVEAU CONTRAT SOCIAL POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Mémoire présenté à la Commission des affaires sociales du Gouvernement du Québec

par

Le Groupe Femmes, Politique et Démocratie
4312, rue du Beau-Lieu,
Cap-Rouge, Qué. G1Y 2N6

TABLE DES MATIÈRES

	pages
I. Introduction	2
II. Présentation du Groupe Femmes, Politique et Démocratie	3
III. Visions et réflexions	5
IV. Recommandations	9
V. Conclusion	10
VI. Annexes (3)	13

I. INTRODUCTION

Le Groupe Femmes, Politique et Démocratie a pris connaissance de l'Avis du Conseil du statut de la femme intitulé *Vers un nouveau contrat social entre les femmes et les hommes*.

Notre équipe a apprécié la rigueur et la précision de la rétrospective qui dresse un bilan de l'évolution de la condition féminine au Québec. Le constat situant, encore en 2004, la femme en-deçà des hommes sur la majorité des plans, est éloquent et rejoint l'état de la situation établi dans notre milieu.

Nous avons aussi trouvé pertinente la présentation de certaines questions préoccupantes pour les hommes, notamment pour les jeunes hommes. À cet égard, nous apprécions que la tentation de neutraliser les difficultés, toujours prégnantes dans la vie d'une femme par la seule raison de son sexe, par celles qui affectent actuellement certaines catégories d'hommes, ait été évitée.

La mission de notre Groupe ciblant expressément la vie démocratique et l'accroissement de la présence (quantitative et substantive) des femmes aux postes de pouvoir, ce mémoire se concentre, en particulier, sur la sixième orientation de l'Avis.

Lors de sa réunion du 15 décembre 2004, le Conseil d'administration du Groupe Femmes, Politique et Démocratie a voté une résolution sollicitant une invitation de la Commission des affaires sociales à venir présenter son avis aux auditions publiques de fin janvier 2005. Annexe 1. Recommandation du CA.

II. PRÉSENTATION DU GROUPE FEMMES, POLITIQUE ET DÉMOCRATIE

Contexte de sa naissance et de son développement

Le Groupe Femmes, Politique et Démocratie, récipiendaire du Prix Claire-Bonenfant pour les valeurs démocratique (Prix québécois de la citoyenneté 2002), est un organisme citoyen né en 1999 de l'initiative de cinq femmes et un homme.

ConscientEs d'une démotivation inquiétante pour l'engagement démocratique dans notre société, du cynisme croissant pour le politique/la politique et surtout préoccupéEs par la faible présence des femmes aux postes décisionnels à tous les paliers politiques, ces citoyennes et ce citoyen ont souhaité partager leurs préoccupations, leurs compétences, leurs réseaux et leurs énergies pour initier un organisme d'éducation populaire.

Ce groupe, reconnu pour ses actions de formation à la citoyenneté et pour l'accompagnement qu'il propose aux aspirantes candidates, rejoint maintenant directement plus de 8000 personnes par année.

Mission et moyens

La mission du Groupe Femmes, Politique et Démocratie est d'éduquer la population en général, et plus particulièrement les femmes, à l'action citoyenne et démocratique.

Il s'agit, à travers cette mission, de promouvoir une plus grande participation des femmes à la vie politique et de soutenir, auprès de tous, l'exercice plein et entier de la citoyenneté.

À des fins purement éducatives, sans esprit partisan, cette mission est atteinte par :

- l'organisation d'activités d'information et de formation comme des colloques, forums, ateliers, conférences ou autres formes de communications ;
- la réalisation d'outils d'information et de formation comme des livres, des vidéos, des publications papiers ou électroniques ;
- le montage et la diffusion de pièces de théâtre ou autres activités à caractère culturel ;
- la réalisation et la tenue de cours, dans le cadre d'une école d'été ou de tout autre programmes formation ;
- la réalisation de toute activité accessoire permettant d'atteindre la mission du Groupe.

Éminemment politique, mais non partisan

Le Groupe Femmes, Politique et Démocratie se définit comme un organisme éminemment politique, mais non partisan. En effet, dès sa création, il a inscrit dans ses principes et ses lettres patentes son indépendance face à tout parti, à toute institution et à tout groupe de revendication.

La préoccupation démocratique étant au cœur de sa mission, il s'est alors donné des règles et des façons de faire permettant une direction (le Conseil d'administration) représentative de plusieurs générations et de plusieurs milieux. Il a été convenu qu'aucunE éluE, ni employéE d'unE éluE ou

d'un parti, ne siégerait au Conseil d'administration. Ce Conseil d'administration est élu en Assemblée générale. Annexe 2. La liste des membres du Conseil d'administration.

Vision rassembleuse

Parallèlement à cette règle destinée à garantir la sérénité des réflexions et la neutralité partisane de ses orientations, le Groupe a ouvert toutes grandes ses portes aux membres et éluEs des différents partis municipaux, provinciaux et fédéral. Ainsi, depuis cinq ans, près de cent conseillères municipales, mairesses, députéEs, ministres et ex-éluEs de tout palier ont adhéré au Groupe et participé à différents projets en tant que conférenciers ou conférencières, personnes-ressources, témoins et expertEs. Le Groupe a, au fil des ans, établi un réseau d'alliéEs politiques qui partagent, au-delà de leurs ambitions partisans, leur foi dans une démocratie plus inclusive pour les femmes et pour tous.

Outre ses alliés et partenaires politiques, le Groupe entretient des liens constructifs avec les femmes d'affaires, les agricultrices, les syndicalistes, les universitaires et le milieu étudiant.

Leadership féminin non exclusif

La place prépondérante des femmes dans cet organisme a été voulue et convenue de façon à en faire une école de réflexion, d'action et de leadership au service du nécessaire rééquilibrage du pouvoir entre les genres. Depuis sa création, un seul homme, sur huit membres, siège au Conseil d'administration, mais de plus en plus d'hommes, jeunes et moins jeunes, adhèrent au Groupe et participent à ses activités.

L'expertise et les outils développés par le Groupe en matière de formation à la citoyenneté et à l'engagement démocratique sont de plus en plus souvent sollicités par des groupes mixtes, notamment chez les jeunes et les mouvements professionnels ou communautaires. Des réflexions sont actuellement menées au sein du CA et de l'Assemblée générale pour, à terme, élargir la portée de nos réalisations.

Financement et fonctionnement du Groupe

Le Groupe Femmes, Politique et Démocratie, issue de la motivation de citoyenNEs et créé sans soutien institutionnel (universitaire, syndical, gouvernemental...), ne bénéficie encore d'aucun financement de fonctionnement. Il assure sa vie démocratique et administrative depuis cinq en comptant sur une équipe de bénévoles compétentEs et dévouéEs. Il a pu réaliser de nombreux outils de formation et d'information citoyenne grâce à des subventions obtenues au chapitre de différents projets auprès d'organismes subventionnaires publics et corporatifs. Ces divers outils et réalisations sont présentés sur son site Web www.femmes-politique-et-democratie.com
Annexe 3. La liste des principales réalisations du Groupe.

III. VISIONS ET RÉFLEXIONS

Vision globale

L'approche générale qui sous-tend les propositions de stratégies du Conseil du statut de la Femme nous paraît éclairée et complète. Nous ne pouvons que louer le souhait manifesté dans ce document d'établir un nouveau *Contrat social entre les femmes et les hommes*. Toutefois, il nous semble que ce projet s'appuie sur des prémisses prématurées, notamment sur des motivations de partenariat encore peu affirmées ou biaisées par une vision candide d'une égalité entre les hommes et les femmes qui serait désormais atteinte.

La proposition d'asseoir les stratégies des années à venir sur les trois leviers que sont l'approche spécifique, l'approche transversale et l'approche sociétale nous semble pertinente dans la mesure où ces approches seront modulées en donnant encore prééminence aux deux premières.

En effet, au regard de l'histoire des femmes, voire l'histoire des différents groupes discriminés, force est en effet de constater que l'interpellation et la mobilisation des bonnes volontés des partenaires n'a jamais suffi à changer les cultures et à inverser les pratiques. L'évolution des mentalités doit être soutenue par des mesures spécifiques, des politiques, des lois et des structures pour leur application et pour le suivi de leurs impacts.

Nous allons, dans les pages qui suivent, faire part de certaines de nos réflexions et préoccupations pour terminer sur recommandations précises.

Ancrage et continuité en matière d'égalité

- D'entrée de jeu, il nous semble essentiel que le Gouvernement réaffirme sa préoccupation pour l'égalité entre les hommes et les femmes en nommant une ministre en titre à la condition féminine.
- Nous trouvons prématuré de remplacer le Conseil du statut de la femme par un Conseil de l'égalité qui soit mixte. Ce faisant, nous craignons l'amplification du signal ambiant voulant que l'égalité soit maintenant atteinte et donnant une valeur symétrique aux embûches rencontrées par les hommes et les femmes. La création d'une telle instance, surtout au plus haut niveau, irait à l'encontre du constat établi par l'Avis d'une égalité encore très problématique pour les femmes, sur plusieurs plans.
- L'intégration d'hommes à différentes instances préoccupées par l'égalité des hommes et des femmes nous semble toutefois souhaitable. Par exemple, une table des partenaires pourrait regrouper des acteurs/actrices de différents milieux autour de questions concrètes orientées vers des applications à court et moyen terme. Souvenons-nous que les discussions de principe et les discours sur la philosophie de l'égalité ne suscitent généralement pas de problème. Là où le bât blesse encore, c'est au niveau de la mise en application de cette égalité, notamment lorsqu'elle se heurte aux us et coutumes de certains milieux.
- Nous affirmons notre préoccupation pour la nécessité de continuer et de consolider les différents instruments que s'est donnés le Québec depuis trente ans. L'ampleur des pas franchis tout comme le constat des pas encore à franchir devraient nous inciter à poursuivre le

travail dans la même voie. Un changement radical d'orientation nous semblerait prématuré, voire risqué dans le contexte actuel.

La question Femmes et Pouvoir

- Il nous semble important, comme pour l'ensemble des résultats souhaités aux six autres orientations, de mesurer à l'aune de l'histoire et des pratiques *civilisationnelles* les embûches qui séparent encore les femmes d'un pouvoir paritairement partagé.
- Ainsi, au-delà de cette culture qui a cloisonné vie publique/vie privée en les associant respectivement aux hommes et aux femmes, et malgré l'évolution des trente dernières années, il ne faut pas occulter la réticence, normale sans doute, d'un genre et surtout d'individus en position d'influence à partager le pouvoir. En politique, tout comme dans les relations de travail, il faut comprendre que la perte de privilèges (ou de pouvoirs) des uns est toujours vue comme proportionnelle aux gains de droits des autres. Quels que soient les moyens empruntés, nous devons donc nous attendre à des résistances, voire à des blocages des initiatives visant à inclure les femmes dans les pratiques du pouvoir.
- Dans cet avis, au chapitre du pouvoir, l'approche quantitative qui semble prévaloir aux objectifs ci-dessus mentionnés nous semble passer sous silence l'un des principaux freins à l'engagement des femmes en politique : la façon de faire la politique. Si, comme le démontre bien l'Avis, les femmes se heurtent à d'importantes embûches économiques et temporelles (articulation travail/famille/engagement), on oublie que la règle War Games (je t'attaque, tu m'attaques, je me défends, tu te défends), traditionnellement jouée et illustrée de façon caricaturale tous les jours à la télévision au canal de l'Assemblée nationale, démotive bon nombre de femmes intéressées par la chose publique et le bien commun. La préoccupation de faire avancer la société au-delà des contingences partisans et des lignes de partis est bien peu visible sur cette tribune ! Au Salon bleu, on semble souvent confondre démocratie et réélection. Bon nombre de femmes membres de notre groupe ou alliées de notre réseau se demandent quand et où aura lieu une nécessaire remise en question de fond.
- Il convient enfin de regarder avec modestie la proportion actuelle des femmes à l'Assemblée nationale et de ne pas tabler sur l'ancrage de ce 32 %. Les reculs sont prévisibles et même probables si aucune mesure ne vient assurer cette base. Il suffit parfois de peu de chose. N'avons-nous pas vu les femmes reculer au niveau de la participation au développement local et régional ? Aux dernières élections fédérales, les femmes ont perdu des points.

Les différents leviers de l'Avis

Premier levier – l'approche spécifique aux femmes

- Nous croyons essentiel que des mesures d'action positive soient adoptées par le Gouvernement afin que les partis (provinciaux et municipaux) n'aient, à terme, pas le choix de présenter autant de femmes que d'hommes aux élections. En ce sens, des démarches étapistes vers la parité (comme celles pratiquées notamment en Équateur) nous semblent intéressantes.

À titre d'exemple, afin d'éviter la tentation de présenter les femmes dans des circonscriptions moins assurées, nous suggérons qu'une bonification des

remboursements de dépenses électorales soit proportionnelle au nombre de femmes élues (avec un seuil minimal de 30 %).

- Il semblerait aussi souhaitable que, rapidement, la parité au niveau de tous les comités et exécutifs des partis soit atteinte. Des mesures et règlements en ce sens peuvent être soutenus par la loi, s'ils n'émanent pas des partis eux-mêmes.
- Considérant ses impacts dans toutes les régions du Québec depuis cinq ans, nous nous joignons aux rédactrices de l'Avis pour demander que le programme *À égalité pour décider* soit non seulement maintenu, mais que ses budgets soient accrus en tenant compte de projets à long terme menés par les groupes. Récemment, l'incertitude du maintien de ce programme a donné un signal peu convaincant aux femmes des régions quant à la volonté politique de soutenir l'engagement démocratique des femmes.

Deuxième levier – l'approche transversale

- L'importance donnée, dans l'Avis, à La Charte de l'égalité de la France nous semble pertinente, surtout dans un contexte québécois ayant largement diabolisé la Loi sur la parité. Rappelons que cette loi française a permis que 47,5 % des conseils des municipalités de plus de 3500 habitants soient composés de femmes. Comme les rédactrices de l'Avis, nous voyons dans les exemples législatifs français et européens (notamment ceux des pays scandinaves) des sources inspirantes pour le Québec.
- À court terme, nous croyons que le Québec devrait déployer des efforts importants pour intégrer les femmes aux instances politiques les plus proches de leur famille et de leur communauté, soit les paliers municipal et régional. Sans sous-estimer l'importance que des femmes se présentent comme candidates à tous les paliers gouvernementaux, du scolaire au fédéral, il nous semble urgent de nous attacher à rectifier les effets négatifs de la Loi 34 sur la participation locale des femmes aux décisions et de la fusion des villes. Ces événements récents ont induit un net recul du pouvoir des femmes.
- Nous partageons la vision du CIAFT (Centre d'intervention pour l'accès des femmes au travail) à l'effet que le gouvernement (ou le ministère responsable des Conférences régionales des élus - CRÉ) se dote d'une politique régionale d'égalité et de parité pour les femmes. Une telle politique régionale d'égalité et de parité sera un instrument essentiel qui permettra non seulement de donner une voix accrue aux femmes siégeant sur les CRÉ, mais qui permettra aussi d'encadrer, dans le sens de l'égalité, les décisions prises par les éluEs.
- La politique ci-dessus proposée devrait donner aux régions et aux municipalités des moyens d'application de l'analyse différenciée selon le sexe (ADS) ou de l'approche intégrée de l'égalité (AIE). Les CRÉ auraient ainsi l'obligation de les mettre en œuvre dans leurs différentes décisions et dans l'ensemble de leurs projets.

Alors que les CRÉ, composées à plus de 75 % d'hommes, se montrent surtout préoccupées de développement économique, il faut être conscients que la mise en œuvre de l'ADS ou de l'AIE est un défi. Les quelque 150 femmes membres des conseils d'administration des CRÉ, dont la plupart sont des représentantes de la société civile et non des élues municipales, ne peuvent porter seules cette

préoccupation. Une volonté politique claire, venant du plus haut niveau, doit assurer la mise en application de l'approche de l'égalité.

Enfin, l'adoption d'une telle politique donnerait aussi un sens concret au mandat confié à la CRÉ en rapport avec les exigences stipulées dans l'article 99 de la Loi. Cet article inscrit dans la Loi 34 est bien flou. Rappelons qu'il stipule simplement que les Conférences régionales des élus (CRÉ) devront prévoir que leur plan quinquennal se réalise « *dans une perspective de développement durable en tenant compte en priorité de la participation des jeunes à la vie démocratique de la région et, selon les principes de l'égalité et de la parité, des femmes* ».

Troisième levier – l'approche sociétale

Cette approche, misant sur l'association des hommes à la solution des problèmes d'inégalité, nous semble cruciale – même si elle ne nous apparaît pas comme la plus facile à mettre en œuvre. Nous constatons toutefois que la responsabilisation des hommes face à l'affranchissement des rôles traditionnels se développe avec les générations montantes et nous nous en réjouissons.

D'ores et déjà, les actions du Groupe Femmes, Politique et Démocratie tendent à se rapprocher des hommes, notamment des jeunes, qui partagent de plus en plus sa vision d'une démocratie plus inclusive et plus représentative des valeurs citoyennes.

IV. RECOMMANDATIONS

Dans la foulée de ces réflexions, les recommandations du Groupe Femmes, Politique et Démocratie sont les suivantes.

Recommandations générales faites au gouvernement du Québec

1. Nommer une ministre en titre au chapitre de la Condition féminine.
2. Confirmer l'existence et la mission des deux outils de promotion de l'égalité que sont le Conseil du Statut de la femme et le Secrétariat à la condition féminine.
3. Assurer la présence de répondantes à l'égalité dans tous ses ministères.
4. Consolider et renforcer, plutôt que de remplacer, les instruments qu'il s'est donnés depuis trente ans pour promouvoir l'égalité des hommes et des femmes.
5. Intégrer à un plan d'action, misant sur la consolidation, différentes propositions contenues dans l'avis *Vers un nouveau contrat social pour l'égalité entre les femmes et les hommes*.

Recommandations spécifiques à la 6e orientation de l'Avis faites au gouvernement du Québec

6. Reconnaître et affirmer l'urgence que les femmes soient parties prenantes de la démocratie municipale et du développement local et régional par le biais d'une politique régionale d'égalité et de parité pour les femmes.
7. Établir des mesures à l'intention des partis pour soutenir l'élection de femmes à l'Assemblée nationale.
8. Maintenir et assurer la continuité du programme *À égalité pour décider*.
9. Redonner accès au *Programme de soutien à la participation civique* (PSPC) du Ministère des relations avec les citoyens et de l'immigration (MRCI) aux initiatives de d'information et de formation citoyennes proposées aux jeunes de différents milieux

V. CONCLUSIONS

Au-delà des quelques recommandations qui précèdent, le Groupe Femmes, Politique et Démocratie tient à affirmer ce qui suit.

- Le pouvoir politique des femmes constitue une question transversale qui s'applique aux sept orientations de cet Avis. En effet, l'intégration des femmes aux différentes instances décisionnelles politiques et démocratiques est la clé de la véritable égalité entre les hommes et les femmes. Des mandataires des deux sexes, idéalement en nombre égal ou semblable, doivent présider à l'ensemble des choix et orientations qui dictent le quotidien des citoyens et citoyennes et l'avenir de la société. Aucun des thèmes traités dans cet Avis ne peut être dissocié de la participation des femmes aux décisions.
- Il sera difficile, long et peut-être impossible de renverser la tendance à la suprématie masculine dans le champ du pouvoir politique si aucune mesure contraignante n'est adoptée. L'exemple français le démontre. La Loi sur la parité, appliquée pour la première fois aux élections municipales de l'an 2001, a eu des effets là où les contraintes étaient claires et sans appel, c'est-à-dire sur la constitution des listes de candidatEs qui devaient être paritaires. Mathématiquement, le résultat devait se jouer entre 47 % et 53 % d'hommes et de femmes. C'est exactement ce qui est arrivé.
- En matière de pouvoir, il est illusoire de miser sur le progrès des mentalités et la contagion naturelle pour l'égalité. Toujours en France, dont l'Avis nous parle abondamment, l'effet d'entraînement sur lequel on misait pour l'élection de mairesses et la nomination d'adjointes ne s'est d'ailleurs pas produit.
- Au-delà de la progression quantitative des femmes aux postes de pouvoir, il faut se préoccuper de l'attachement des femmes à une vision actualisée de la démocratie. Sans une remise en question des paradigmes exclusivement partisans de l'exercice du pouvoir, il sera difficile d'associer autant de femmes que d'hommes à la politique. Nous ne prétendons que cette remise en question la pratique démocratique n'est que le fait des femmes.
- Parmi les visions d'avenir présentes auprès des femmes de notre réseau, plusieurs sont liées à une réforme des institutions démocratiques. Élections à dates fixes : les femmes sont très cyniques face aux jeux de calendrier et de sondage des partis au pouvoir. Mode de scrutin proportionnel : les femmes comprennent que le scrutin de liste associé à une règle paritaire leur sera favorable. Les femmes souhaitent également que le mode de scrutin permette l'émergence de nouvelles idées politiques et de nouveaux projets de société. Revalorisation du rôle des députés : les femmes se montrent critiques et sceptiques face au faible poids du législatif sur l'exécutif des gouvernements. Lignes de partis assouplies : les femmes ont tendance à se désolidariser des députées qu'elles ont élues lorsque ces dernières adoptent sans nuance les discours dictés par le chef et perdent tout esprit critique.
- Les femmes de notre réseau, si elles n'ont pas toutes un intérêt pour la politique active, se montrent préoccupées par leur formation citoyenne et par celle de leurs enfants. Très sceptiques faces aux messages véhiculés par les partis, voire par les médias, elles sont friandes d'informations factuelles et de comparaisons internationales. La formation citoyenne, pour tous, constitue un levier sociétal dont notre pays ne peut faire l'économie.

ANNEXE 1.

**Recommandation Conseil d'administration du Groupe Femmes, Politique et Démocratie
15 décembre 2004**

PROCÈS-VERBAL

(extrait)

**Conseil d'administration
GROUPE FEMMES, POLITIQUE ET DÉMOCRATIE**

Mercredi, 15 décembre 2004 – de 16 h à 19 h 30

Télé-université

Québec

[...]

8. Mémoire relatif à l'Avis du Conseil du statut de la femme intitulé *Vers un nouveau contrat social pour l'égalité entre les femmes et les hommes*.

Dans la foulée de la finalisation du contenu de ce document, il est demandé que la présidente sollicite de la Commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale une invitation à venir présenter son mémoire aux audiences publiques qui commenceront le 25 janvier 2005.

Proposition de Claire Prévost-Fournier, secondée par Michel Umbriaco. *Adopté à l'unanimité*

[...]

Procès-verbal rédigé à Québec le 17 décembre 2005

Esther Lapointe, secrétaire

ANNEXE 2.

Membres du Conseil d'administration du Groupe Femmes, Politique et Démocratie 15 décembre 2004

Présidente

Élaine Hémond – journaliste-rédactrice, fondatrice, en poste depuis 1999

Trésorier

Michel Umbriaco – professeur, fondateur, en poste depuis 1999

Secrétaire

Esther Lapointe – communicatrice, élue en 2001

Vice-présidente

Claire Prévost- Fournier – retraitée, fondatrice, en poste depuis 1999

Conseillères

Natalie Rinfret – professeure, fondatrice, en poste depuis 1999

Caroline Caron – étudiante au doctorat, élue en 2001

Louissette Hinton – syndicaliste, élue en 2003

ANNEXE 3.

Les réalisations récentes du Groupe Femmes, Politique et Démocratie

Réalisations récentes

- *École d'été Femmes et Démocratie municipale.* Vingt-cinq aspirantes candidates (aux postes de mairesses et de conseillères municipales) ont été accueillies à l'ENAP dans le cadre d'une formation préparant une cohorte de femmes pour les élections municipales de 2005. Ces 25 participantes de dix régions du Québec, âgées de 23 à 63 ans, devraient se présenter aux élections municipales générales de novembre 2005. Le nombre de participantes à cette École d'été, tenue à l'ENAP et assortie de 3 crédits de 2^e cycle, était limité et le jury (formé d'exécutives municipales, de femmes d'affaires, d'une syndicaliste, d'un prof de l'ENAP et d'une représentante du groupe) a dû choisir parmi plus de 50 excellentes candidatures de tout le Québec. Le succès de l'appel aux aspirantes candidates a dépassé les attentes du Groupe. En juin 2005, 25 nouvelles aspirantes candidates seront accueillies à l'ENAP. En tout, 50 femmes seront ainsi accompagnées aux élections municipales de 2005.
- *Fondation Femmes, Politique et Démocratie.* Conçu pour assurer un outil de financement à moyen et long terme pour l'École d'été *Femmes et Démocratie* et à différentes initiatives de soutien aux aspirantes candidates, ce fonds a été créé sous l'égide de la Fondation Communautaire du Grand Québec.
- *Réseautage des participantes à l'École d'été Femmes et Démocratie municipale.* Conscientes de la nécessité de se regrouper, de s'épauler et d'échanger sur leurs expériences politiques locales, les participantes à l'École d'été *Femmes et Démocratie municipale* ont prolongé leur expérience de juin par un colloque tenu en octobre 2004 à Québec.
- *Opération mentorat politique.* Le Groupe initie actuellement un recherche-action participative sur le mentorat politique. Des mises en dyades (mentorÉes-mentorEs) et des activités de réseautage sont en cours de formalisation. Ouvrant avec l'approche andragogique, le GFPD s'attache à inscrire le mentorat politique dans la suite logique son l'École d'été.
- *École citoyenne sur Internet.* Depuis juin 2004, une quinzaine de clips de formation citoyenne sont diffusés sur le site Web du Groupe (www.femmes-politique-et-democratie.com) et sur support VHS et DVD (Co-production avec Vidéo Femmes). Les deux séries actuellement en ligne concernent le Mode de scrutin et les Mesures d'action positive. Plus de 2000 internautes (femmes et hommes) ont déjà visionné ces documents de vidéo numérique. L'objectif est de vulgariser certaines questions de l'actualité politique et d'expérimenter une nouvelle approche de la formation citoyenne. Un sondage, directement lié aux clips de formation, vise à soutenir le raffinement de ce projet totalement inédit. Trois autres séries sont prévues au cours des deux prochaines années. Le projet est soutenu par Condition Féminine Canada.
- *Activité théâtre-éducative L'Esprit des femmes.* Depuis trois ans, cette activité, associant une pièce de théâtre de 40 minutes et 20 minutes d'animation, a déjà rejoint plus de 9000 garçons et filles dans les écoles secondaires des régions de Québec, de Gaspésie-Les Îles et de Charlevoix. S'inscrivant au sein de différents cours (EPS, histoire, etc.), cette activité est préparée avec les enseignantEs qui bénéficient d'un livret d'accompagnement offert par le Groupe. Cette activité, lancée grâce à un projet du MRCI, est maintenant auto-financée.

- Vidéo *Moi Candidate ?* Ce docu-fiction co-produit par le GFPD et Vidéo Femmes cible une démystification de l'engagement politique des femmes par le biais d'une dramatique et de témoignages. Cette production de 20 minutes a été achetée ou louée par plus d'une centaine de groupes communautaires, de syndicats et d'établissements d'enseignement qui l'utilisent comme amorce à des réflexions et des discussions sur l'engagement politique des femmes. En deux ans, plus de 3000 personnes l'ont visionné.
- Livre *Folles de la politique*. Cet ouvrage de vulgarisation en éducation est destiné aux jeunes filles. Publié aux Éditions Septembre, il a été remis à tous les conseillers-ères d'orientation du Québec. L'objectif est de proposer une vision transversale, compatible avec une foule d'orientations professionnelles, de l'engagement politique et démocratique.
- Ces différentes réalisations, et plusieurs autres, sont présentées sur le site web du Groupe Femmes, Politique et Démocratie. **www.femmes-politique-et-democratie.com**